

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

ACCORD DU 28 NOVEMBRE 2017
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX POUR L'ANNÉE 2018
(GRAND EST)

NOR : ASET1850298M

IDCC : 1596

Entre :

Est SCOP BTP ;

FFB Grand Est ;

CAPEB Grand Est,

D'une part, et

URCB CFDT ;

FG FO construction,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (c'est-à-dire occupant jusqu'à 10 salariés) du 8 octobre 1990, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies en date du 28 novembre 2017 à Nancy pour déterminer un accord de convergence des barèmes de salaires mensuels minimaux de la région Grand Est, nouvelle grande région issue le 1^{er} janvier 2016 de la fusion administrative de l'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

Article 2

Pour garantir une rémunération conventionnelle effective et hiérarchisée aux ouvriers des entreprises du bâtiment occupant jusqu'à 10 salariés dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine sur la région Grand Est, les parties signataires du présent accord ont décidé d'aboutir à une convergence des barèmes de salaires mensuels minimaux en vigueur en Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine suivant un nombre d'accords étendus indiqué dans le tableau ci-après.

(En nombre d'accords étendus.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	NOMBRE D'ACCORDS ÉTENDUS pour atteindre la convergence des barèmes Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine en vigueur portant sur le salaire mensuel minimal pour 35 heures
Niveau I		
Ouvriers d'exécution		
– position 1	150	2
– position 2	170	2
Niveau II		
Ouvriers professionnels	185	2
Niveau III		
Compagnons professionnels		
– position 1	210	2
– position 2	230	2
Niveau IV		
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe		
– position 1	250	2
– position 2	270	3

Article 3

Cet accord entrera en vigueur le 1^{er} février 2018.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail ainsi qu'au greffe du conseil de prud'hommes du lieu de conclusion.

Article 5

Les parties signataires demanderont l'extension du présent accord par voie d'arrêté ministériel.

Fait à Nancy, le 28 novembre 2017.

(Suivent les signatures.)